

Trésor a été réduit grâce aux manœuvres du gouvernement, à propos des valeurs, et à l'achat d'obligations de l'État par la Banque du Canada, à un moment où la Chambre est saisie de cette mesure législative et priée de supprimer le plafond à cause de la baisse des taux d'intérêt. Mais je prétends que l'inflation n'est pas terminée et que les taux d'intérêt montent. Dans tout le Canada règne une agitation, ouvrière dont la véritable cause est la formule Pearson, dont nous devons maintenant subir les conséquences.

Selon le *Herald* de Calgary du 13 mars 1967, M. Rasminsky aurait déclaré que la banque centrale et le gouvernement aurait dû s'apercevoir plus tôt des dangers et régler en conséquence leurs politiques de crédit et d'impôt. Il précisait que les statistiques sur les résultats acquis et sur les perspectives économiques sont insuffisantes. Il ajoutait:

La hausse moyenne des taux de traitements et de salaires, l'an dernier, dépassait toute estimation raisonnable de l'augmentation annuelle moyenne de la production par travailleur au sein de l'économie et dépassait même de beaucoup le progrès minime, fort décevant, que nous semblons avoir réalisé dans la production non agricole en 1966.

Autrement dit, la productivité non agricole a augmenté beaucoup plus rapidement que celle des fermes. M. Rasminsky a dit aussi que, comme nous devons le comprendre, les syndicats ouvriers continueront à viser des salaires plus élevés dans les contrats qu'ils négocieront cette année, et il avertit le gouvernement de reconnaître ce fait et de s'en occuper pour faire cesser la tendance inflationniste. Ce qui est arrivé, c'est que le gouvernement a d'abord créé l'inflation et qu'il a ensuite institué une politique d'argent cher pour y mettre un frein. Il en est résulté la quasi-faillite de nombreuses institutions financières et la faillite réelle de deux d'entre elles. Beaucoup d'autres faillites se seraient produites si le gouvernement n'avait pas prêté de l'argent aux institutions pour les maintenir en affaires.

On pourrait dire sans danger que, depuis quelques années, nous avons été témoins de la pire administration des finances de l'État dans l'histoire du Canada. Je suis d'accord avec les économistes qui disent que nous devrions peut-être retirer au gouvernement le pouvoir de prendre des décisions quant à l'augmentation de la masse monétaire, et fixer un montant conforme au produit national brut et à la population, ce qui ferait disparaître les périodes hautement inflationnistes et de fortes augmentations de la masse monétaire que suivent celles de l'argent cher et des fluctuations de l'économie. Comme l'a dit M. Rasminsky:

A ses débuts, l'inflation est bien accueillie, car elle crée un sentiment d'effervescence et de bien-être qui n'incite pas la collectivité à poser trop de questions sur l'avenir.

[M. Horner (Acadia).]

La politique d'argent cher adoptée par le gouvernement a causé nombre de difficultés aux institutions financières, comme nous l'avons vu l'an dernier, de même qu'à l'industrie, aux petits hommes d'affaires et aux salariés.

Le ministre des Finances a manifesté un manque total de responsabilité. Son unique préoccupation est de dépouiller le contribuable canadien. La loi sur les banques ne fait rien pour arrêter l'inflation déchaînée qui sévit au Canada depuis quelques années. Loin d'y mettre un frein, elle va du mauvais côté. Je ne dis pas que nous ne devrions jamais enlever le taux d'intérêt maximum relatif aux prêts bancaires, mais ce n'est pas le temps de le faire tandis que nous avons encore l'inflation. La mesure en cause ne peut qu'aggraver la situation.

Tout d'abord je ferai observer que le bill modifiant la loi sur les banques s'efforce, notamment, d'encourager la concurrence entre les banques, ce que j'appuie sans réserve, mais je ne crois pas que la loi atteigne cet objectif. Tant qu'elle n'y aura pas réussi, il vaudrait peut-être mieux maintenir le plafond pour les prêts bancaires.

Les membres du Nouveau parti démocratique ont fait diverses observations au sujet du taux d'intérêt. J'ai écouté ce qu'a dit le spécialiste financier de ce parti mais je n'ai pas pu déterminer s'il appuie la mesure. Je croyais être le seul à ne pas l'avoir compris; cependant je constate que le député de Medicine Hat a lui aussi des doutes quant à l'attitude du Nouveau parti démocratique.

Nous, de l'opposition, invitons le ministre des Finances à prendre davantage conscience de ses responsabilités et à songer aux répercussions de la présente mesure sur chaque secteur de l'économie canadienne, ainsi que sur chaque citoyen. Nous estimons qu'il a mal dirigé les finances du Canada, et c'est à lui seul qu'il faut imputer la responsabilité de l'inflation actuelle. Le gouvernement a eu beau jeu d'instituer un comité qui a parcouru le Canada et entendu une multitude de témoignages. J'ai fait partie de ce comité et j'ai écouté les propos du gouverneur de la Banque du Canada lorsqu'il a exposé ses idées sur l'accroissement de la masse monétaire. Il a reconnu devant le comité qu'une augmentation trop rapide de la masse monétaire pourrait engendrer l'inflation et, à tort ou à raison, il a ajouté que par suite de l'échec financier de certaines institutions, les Canadiens ont déposé leurs épargnes dans les banques, ce qui a contribué à accroître la masse monétaire. Mais, au fond, il faudrait faire comprendre au ministre des Finances l'importance de son poste et de ses responsabilités. J'espère que,